

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 FÉVRIER 1912.

Proposition de loi accordant des pensions industrielles et agricoles.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse est basée sur la liberté subsidiée avec le système de la capitalisation des fonds, tant de l'Etat que des affiliés. Elle accorde à titre transitoire, sous certaines conditions, 65 francs de pension aux travailleurs âgés de plus de 65 ans. Cette loi, plus généreuse que les autres législations européennes, a été une innovation heureuse et on pouvait légitimement escompter le concours de tous, patrons et ouvriers, pour résoudre d'une façon définitive la question des pensions aux vieux travailleurs.

Les résultats ont-ils répondu à l'attente de ses promoteurs?

Les statistiques répondront à cette question.

Les charges financières de la loi du 10 mai 1900.

En 1909, il y avait 1,075,000 affiliés à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite par l'intermédiaire de 5,526 sociétés mutualistes; sur ce nombre, 552,170 sociétaires seulement avaient opéré des versements de 3 francs et plus. — Les mutualités touchaient de ce chef 2 francs de prime par membre, soit 1,164,340 francs.

Le total des sommes versées par les affiliés s'élevait à 10,329,398 francs et l'Etat accordait 4,818,883 francs de primes. De plus, environ 220,000 ouvriers et ouvrières âgés de plus de 65 ans touchaient une pension de 65 francs, soit encore 14,300,000 francs.

La dépense totale pour l'Etat — pensions et primes — s'élevait donc en 1909 à $14,500,000 + 4,818,883 + 1,164,340 = 20,223,223$ francs.

Quel sera le nombre de personnes susceptibles de s'affilier à la Caisse de retraite sous le régime de l'obligation?

En Allemagne, 13 millions d'ouvriers et d'ouvrières représentant 25 p. c. de la population, sont assurés. La vie industrielle est au moins aussi intense en Belgique et nous sommes en dessous de la vérité en fixant le nombre des ouvriers et ouvrières industriels et agricoles, artisans et petits cultivateurs, à 2,200,000. Ce chiffre est du reste confirmé par celui des pensionnés, qui s'élève à 220,000, soit 10 p. c.

A ces 2,200,000 adultes, ne convient-il pas d'ajouter au moins 800,000 enfants âgés de plus de 6 ans, autorisés et encouragés à s'affilier par les mutualités. Nous arrivons ainsi à un total de 3 millions; mis en parallèle avec les 552,710 affiliés, nous devons conclure à un déchet de 80 p. c. De plus, il est indiscutable que parmi les 550,000 affiliés, plus de la moitié n'ont pas atteint l'âge de 18 ans. Il en résulte qu'il n'y a plus guère que 15 p. c. des adultes, ouvriers proprements dits, qui profitent de la loi de 1900.

Triple intervention des pouvoirs publics, des patrons et des ouvriers.

Une réforme plus radicale que les amendements présentés par MM. Moyer-soen et May, s'impose dans cette situation.

Les législateurs de 1900 avaient admis le principe de la triple intervention des pouvoirs publics, des patrons et des ouvriers. M. Warocqué en fait la base de son projet et enfin la loi de 1911, sur la pension des mineurs, la consacre définitivement.

Le principe de l'obligation.

La liberté, qui avait produit de si merveilleux effets pour les sociétés de secours mutuels, n'a pas donné les mêmes résultats pour les caisses de retraite et de pension comme on a pu le constater par les chiffres publiés plus haut. Dès lors, pourquoi hésiter à décréter l'obligation de l'affiliation à la Caisse de retraite, obligation réalisée déjà du côté patronal, dans la loi sur la réparation des accidents et dans le chef des exploitants et des ouvriers dans la loi sur la pension des mineurs.

Les dernières oppositions, s'il y en a encore, tomberont devant le but si éminemment philanthropique à atteindre et le progrès social à réaliser.

Le principe de la répartition pour la participation des pouvoirs publics.

Notre projet diffère de la loi 1900 en ce qu'il abandonne pour les subsides de l'État, des provinces et des communes le système de la capitalisation pour le remplacer par celui de la répartition.

Cette disposition a pour effet de rendre immédiatement disponible la plus grande partie des ressources affectées aux pensions de vieillesse.

Les charges financières pour l'État, les provinces et les communes.

Nous avons vu que les charges actuelles de la loi de 1900 s'élevaient à 20,223,223 francs. Que seront-elles sous le régime du présent projet ?

D'après les chiffres des pensionnés de 1909, qui n'ont guère été modifiés, nous aurions 110,000 ouvriers à 120 francs = 13,200,000 et 110,000 ouvrières à 80 francs = 8,800,000, soit au total 22,000,000 de francs.

Dans ces sommes, les provinces interviennent pour $220,000 \times 5$ francs = 1,100,000.

Il restera donc 19,800,000 francs à charge de l'État pour le paiement des pensions proprement dites.

Il est à prévoir aussi que 2 millions de personnes au moins s'affilieront à la Caisse d'épargne et de retraite par l'intermédiaire des mutualités, d'où une dépense de $2,000,000 \times \text{fr. } 0.50$, soit un million d'indemnité pour frais d'administration.

De plus, notre projet prévoit le maintien de la loi du 10 mai 1900 en faveur des personnes non soumises à l'obligation du versement. Le montant de ces primes ne dépassera pas 2 millions ; en effet, un certain nombre de mutualistes actuels seront de par la loi rangés parmi les assurés obligatoires et cesseront par conséquent de toucher leurs primes annuelles.

La totalité des charges de notre projet, pour compte de l'État, se monte donc à 19,800,000 francs de pensions, 1,000,000 de francs d'indemnité aux mutualités et 2,000,000 de francs de primes, soit 22,800,000 francs.

L'intervention des provinces et des communes se justifie d'autant plus que, dès à présent, elles contribuent plus ou moins généreusement à favoriser l'affiliations à la caisse des pensions. Les communes, de plus, par la création des pensions de vieillesse, ne sont-elles pas exonérées d'obligations coûteuses relatives à l'entretien des vieillards ? Cette charge est, du reste, peu importante : il y a environ 3 p. c. de pensionnés, soit trente personnes par mille habitants. Une commune de mille habitants interviendra donc pour $30 \times 5 = 150$ francs.

Maintien de la loi du 10 mai 1900.

Comme nous le disions plus haut, la loi du 10 mai 1900 est maintenue dans ses dispositions qui ne sont pas contraires au présent projet, tout au moins pour les personnes non soumises à l'obligation du versement. Il serait injuste de décourager ceux qui, jusqu'à présent, se sont affiliés à la Caisse générale d'épargne et de retraite et surtout cette nombreuse jeunesse mutualiste. Si cette mesure est de nature à majorer, à l'heure actuelle, les charges des pouvoirs publics, il est à remarquer qu'il sera tenu compte de ces subsides lors de l'entrée en jouissance de la pension et que la part de l'État s'en trouvera allégée d'autant à l'avenir.

Les versements effectués sous le régime de la loi du 10 mai 1900.

L'article 5 stipule que les rentes acquises par les versements personnels de l'assuré effectués sous le régime de la loi du 10 mai 1900 entreront en

ligne de compte pour déterminer la part d'intervention des ouvriers et qu'il en sera de même pour les primes ou subsides accordés par les pouvoirs publics et éventuellement par les patrons.

Nous entendons dire par là que les ouvriers qui, par des versements personnels antérieurs à l'obligation, ont acquis à ce jour 25 francs de rente, par exemple, n'auront plus à compléter leur participation qu'à concurrence d'une rente de 95 francs. De ce chef les mutualités scolaires auront un rôle important à remplir. De même si l'État, par ses primes et subsides, a constitué pour un ouvrier une rente de 20 francs, ne devra plus verser lors de la liquidation de la pension qu'un supplément de rente de 90 francs. Si les provinces et les communes ont participé à la création de rentes sur un livret, il en sera également tenu compte dans la même mesure et il en sera de même pour les patrons.

Le rôle des mutualités de retraite.

Les mutualités dont on apprécie l'excellente organisation acquerront d'autant plus d'importance qu'elles rendront des services à un nombre plus considérable d'affiliés; leur rôle, nous l'espérons, ne se bornera pas à servir de comptable consciencieux entre les patrons et ouvriers d'une part et la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite d'autre part, elles continueront à encourager et à favoriser l'épargne des ouvriers, elles leur feront comprendre mieux encore l'importance pour eux de s'assurer une vieillesse indépendante à l'abri de la misère et, hélas, bien souvent, de l'ingratitude des enfants.

Grâce à cette intervention, nous espérons voir les ouvriers continuer leurs versements bien au-delà de la limite obligatoire et nous ne doutons pas que les patrons, de leur côté, ne secondent leurs efforts par une contribution plus généreuse pour majorer le chiffre de 360 francs de pension qui n'est qu'un minimum. Aux ouvriers proprement dits, nous avons tenu à joindre les artisans et les petits cultivateurs dont la situation dans leurs vieux jours est souvent très précaire. Il était désirable de trouver une formule qui permit de les obliger à opérer des versements; notre projet ne prévoit d'autre contrainte que la privation de la pension de l'État. Pour les domestiques et les servantes, que nous assimilons aux ouvriers, la chose est simple, le maître étant en fait le patron.

Juridiction.

Le juge de paix est appelé à statuer, comme dans la loi sur la réparation des accidents du travail, sur les cas d'application de la loi et à déterminer les personnes qui se trouvent dans les conditions voulues pour toucher leur pension. Sa compétence et son impartialité justifient ce choix. Il serait peut-être utile de lui adjoindre, à titre de rapporteur, un fonctionnaire du département des finances ainsi qu'un délégué des mutualités pour lui faciliter l'examen de la situation de ceux qui introduisent leur demande de pension.

D'autres projets ont été déposés, qui semblaient vouloir assurer dès à présent une pension de 360 francs, aux ouvriers et ouvrières âgés de plus de 65 ans, mais dans l'un la pension n'était distribuée qu'à 140,000 ouvriers et ouvrières et la cotisation annuelle des patrons et des ouvriers s'élevant à 30 francs pour les deux, était répartie chaque année sans capitalisation ; dans l'autre on négligeait de prévoir les voies et moyens d'une dépense annuelle de 80,000,000 de francs.

*
* *

Notre projet tient compte dans la plus large mesure du « possible et du réalisable » et l'accord de toutes les bonnes volontés peut se faire sur ses formules pour le plus grand bien de nos vieux travailleurs.

EMILE DE LALIEUX.



PROPOSITION DE LOI

**accordant des pensions industrielles
et agricoles.**

ARTICLE PREMIER.

Tous les ouvriers et ouvrières, âgés de moins de 65 ans au 1^{er} janvier 1913, seront assurés à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite sous la garantie de l'Etat.

ART. 2.

Il sera effectué annuellement sur chaque livret des versements qui ne peuvent être inférieurs à 12 francs ni à 2 p. c. des salaires :

1 p. c., à charge des patrons
et 1 p. c., à charge des ouvriers.

Si l'ouvrier est en défaut de faire les versements prescrits ci-dessus, l'exploitant est tenu de les effectuer au moyen de prélèvements sur le salaire.

Les versements des patrons sont faits à capital abandonné; ceux des ouvriers ou ouvrières au-dessus de 6 francs peuvent être faits à capital réservé.

Les versements cessent d'être obligatoires lorsque la rente a atteint :

Pour les ouvriers : 120 francs pour la participation patronale et 120 francs pour la participation ouvrière;

Pour les ouvrières : 80 francs pour la participation patronale et 80 francs pour la participation ouvrière.

WETSVOORSTEL

**houdende toekenning van nijverheids-
en landbouwpensioenen.**

EERSTE ARTIKEL.

Al de arbeiders en arbeidsters, die op 1 Januari 1913 den leeftijd van 65 jaar niet hebben bereikt, worden verzekerd bij de algemeene Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Staat.

ART. 2.

Op elk spaarboekje worden jaarlijks stortingen gedaan die niet beneden 12 frank en 2 t. h. van het loon mogen gaan :

1 t. h. ten laste van de patroons,
en 1 t. h. ten laste van de arbeiders.

Is de arbeider in gebreke de hierboven voorgeschreven stortingen te doen, dan is de ondernemer daartoe gehouden door middel van afhoudingen van het loon.

De stortingen der patroons worden gedaan met afstand van kapitaal; die der arbeiders of arbeidsters, wanneer ze 6 frank overschrijden, kunnen gedaan worden met voorbehoud van kapitaal.

De stortingen houden op verplichtend te zijn, wanneer de rente heeft bereikt :

Voor de arbeiders : 120 frank voor het patroonsaandeel en 120 frank voor het arbeidersaandeel;

Voor de arbeidsters : 80 frank voor het patroonsaandeel en 80 frank voor het arbeidstersaandeel.

ART. 3.

Les artisans, petits cultivateurs des deux sexes qui ne travaillent pas pour un seul patron et qui ne rentrent pas dans la catégorie des ouvriers proprement dits, pour pouvoir faire valoir leurs droits à la pension afférente à l'État, devront effectuer, à partir du 1^{er} janvier 1913, des versements qui ne pourront être inférieurs à 6 francs par an à capital abandonné; le surplus à leur choix à capital réservé. Ces versements qui seront inscrits à leur livret de la Caisse d'Épargne et de Retraite, cesseront d'être obligatoires quand la pension atteindra le chiffre de 240 francs à 65 ans.

ART. 4.

A partir du 1^{er} janvier 1913, l'État accordera aux ouvriers ayant atteint l'âge de 65 ans et qui justifieront des conditions requises une pension de 120 francs et aux ouvrières une pension de 80 francs. Les provinces interviendront dans cette allocation pour 5 francs et les communes pour 5 francs.

Les artisans, etc., prévus à l'article 3 sont assimilés aux ouvriers.

Les rentes acquises par les versements personnels de l'assuré, effectués sous le régime de la loi du 10 mai 1900, entreront en ligne de compte pour déterminer la part d'intervention obligatoire des ouvriers.

Il en sera de même pour les primes et subsides accordés par l'État, les provinces et les communes et éventuellement par les patrons.

ART. 3.

De ambachtslieden, de geringe landbouwers van beiderlei geslacht die niet voor één patroon werken en niet behooren tot de eigenlijk genoemde arbeiders, moeten, willen zij doen gelden hunne rechten op een door den Staat uit te keeren pensioen, te rekenen van 1 Januari 1913, stortingén doen die niet mogen blijven beneden 6 frank per jaar, met afstand van kapitaal; het meerdere geschiedt naar hunne keuze, met voorbehoud van kapitaal. Deze stortingén, ingeschreven in hun boekje der Spaar- en Lijfrentekas, houden op verplichtend te zijn wanneer het pensioen 240 frank bereikt op 65jarigen leeftijd.

ART. 4.

Te rekenen van 1 Januari 1913, verleent de Staat aan de arbeiders, die den leeftijd van 65 jaar hebben bereikt en 't bewijs inbrengen dat ze voldoen aan de vereischte voorwaarden, een pensioen van 120 frank en aan de arbeidsters een pensioen van 80 frank. Tot deze toelage moeten de provinciën bijdragen vijf frank en de gemeenten ook vijf frank.

De ambachtslieden, enz., in artikel 3 bedoeld, worden gelijkgesteld met de arbeiders.

De renten, verworven door de persoonlijke stortingén van den verzekerde, gedaan ingevolge de wet van 10 Mei 1900, komen in aanmerking tot vaststelling van het aandeel in de bijdrage waartoe de arbeiders verplicht zijn.

Dat gebeurt ook met de premiën en toelagen verleend door den Staat, de provinciën en de gemeenten en, bij voorkomend geval, door de patroons.

ART. 5.

Les versements seront faits soit directement à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, soit par l'intermédiaire d'une mutualité reconnue, au choix de l'ouvrier.

ART. 6.

Le Gouvernement allouera à toute société mutualiste reconnue ayant pour objet l'affiliation de ses membres à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite une subvention annuelle de 50 centimes pour chaque livret sur lequel il aura été versé une somme de 6 francs dans le cours de l'année à la condition que la gestion et les écritures de la société aient été trouvées régulières.

ART. 7.

Dans le cas où la participation ouvrière n'atteindrait pas 120 francs, la pension sera réduite de 5 francs pour les hommes et de 2 francs pour les femmes pour chacune des années, à partir de 1913, pendant lesquelles les versements n'auront pas été effectués, à moins que l'impossibilité — dans l'année où elle s'est produite, — n'ait été justifiée à raison de maladie, d'accident ou de chômage involontaire.

ART. 8.

Seront exclus du bénéfice de l'article 4, tant que durera la cause d'exclusion :

1° Ceux mentionnés à l'article 2 de la loi du 10 mai 1900 ;

2° Ceux qui, à dater du 1^{er} janvier 1913, sauf les cas de dispense justifiée pour cause de maladie ou d'accident, n'auront pas fait un nombre de versements correspondant aux $\frac{2}{3}$ des années pendant les-

ART. 5.

De stortingen worden gedaan hetzij rechtstreeks in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, hetzij door bemiddeling van eene erkende mutualiteit, naar keuze van den arbeider.

ART. 6.

De Regeering schenkt aan elke erkende maatschappij van onderlingen bijstand, ten doel hebbende de aansluiting van hare leden bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, eene jaarlijksche toelage van vijftig centiemen voor elk boekje waarop, in den loop des jaars, eene som van 6 frank is gestort, op voorwaarde dat het beheer en de boeken der maatschappij in orde werden bevonden.

ART. 7.

Ingeval de arbeidersbijdrage 120 frank niet bereikt, wordt het pensioen verminderd met 5 frank voor de mannen en met 2 frank voor de vrouwen, voor elk der jaren, te rekenen van 1913, gedurende welke de stortingen niet werden gedaan, ten ware de onmogelijkheid daartoe — gedurende het jaar waarin ze zich voordeed — werd gerechtvaardigd door ziekte, ongeval of onvrijwillige werkloosheid.

ART. 8.

Genieten niet het voordeel van artikel 4, zoolang de oorzaak tot uitsluiting duurt :

1° Zij, die zijn vermeld in artikel 2 der wet van 10 Mei 1900 ;

2° Zij die, te rekenen van 1 Januari 1913, behalve de gevallen van vrijstelling, gerechtvaardigd door ziekte of ongeval, niet hebben gedaan een getal stortingen overeenkomend met $\frac{2}{3}$ van de jaren gedu-

quelles le versement était obligatoire ;

3^o Ceux qui possèdent un revenu annuel de 800 francs, salaire compris ; il ne sera pas tenu compte, dans ce calcul, de la propriété de l'habitation occupée par le bénéficiaire ;

4^o Les ouvriers pensionnés de l'État, des provinces et des communes dont la pension est supérieure à 600 francs ;

5^o Ceux qui s'en seront montrés indignes par une condamnation criminelle ;

6^o Les étrangers, à moins qu'ils n'aient 10 ans de résidence en Belgique et n'appartiennent à une nation qui accorde des avantages analogues aux Belges.

ART. 9.

Dans l'année où ils auront atteint l'âge de 65 ans, les requérants devront s'adresser au juge de paix du canton, qui statuera en premier ressort sur leur demande.

Les tribunaux de première instance jugeront en appel.

ART. 10.

Les titulaires des livrets qui en ont la pleine propriété, ont la faculté de fixer l'entrée en jouissance de leur rente à partir de 60 ans si elle atteint à cet âge le minimum fixé par la présente loi.

En cas d'invalidité, il pourra être adressé une demande au juge de paix pour l'entrée en jouissance immédiate de la pension provenant des versements patronaux et ouvriers et, à partir de l'âge de 50 ans, de la moitié de la pension de l'État.

rende welke de storting verplichtend was ;

3^o Zij, die een jaarlijksch inkomen van 800 frank bezitten, loon inbegrepen ; in deze berekening wordt niet gelet op den eigendom van de woning, in gebruik bij den pensioentrekkende ;

4^o De gepensionneerde arbeiders van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten, wier pensioen hooger dan 600 frank gaat ;

5^o Zij, die zich dat voordeel onwaardig hebben getoond tengevolge van eene lijfstraffelijke veroordeeling ;

6^o De vreemdelingen, ten ware ze sedert 10 jaren in België verblijven en behooren tot een land dat soortgelijke voordeelen aan de Belgen toekent.

ART. 9.

Binnen het jaar waarin ze den leeftijd van 65 jaar hebben bereikt, moeten de aanvragers zich wenden tot den vrederechter van het kanton ; deze doet uitspraak, in eersten aanleg, over hunne aanvraag.

De rechtbanken van eersten aanleg doen uitspraak in hooger beroep.

ART. 10.

De houders van boekjes, die deze in vollen eigendom bezitten, hebben het recht te bepalen, dat zij in genot van hunne rente zullen treden te rekenen van hun 60 jarigen leeftijd, indien de rente, op dien leeftijd, het bij deze wet bepaalde minimum bereikt.

Ingeval van invaliditeit, kan een verzoek worden gericht tot den vrederechter voor het onmiddellijk in genot treden van het pensioen voortkomende van de storting der patroons en der arbeiders en, te rekenen van den leeftijd van 50 jaar,

ART. 11.

Un arrêté royal déterminera les conditions et les règles selon lesquelles se feront les versements des patrons et des ouvriers, ainsi que ceux des artisans et petits cultivateurs et il ordonnera les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

ART. 12.

Les dépenses à résulter de la présente loi seront imputées sur le fonds spécial prévu à l'article 11 de la loi du 10 mai 1900.

ART. 13.

Les infractions à la présente loi et aux arrêtés royaux qui en règlent l'exécution, seront punies des peines établies à l'article 14 de la loi du 5 juin 1911 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs.

ART. 14.

Toutes les personnes qui ne sont pas soumises à l'obligation du versement en vertu de la présente loi, pourront continuer à jouir des avantages de la loi du 10 mai 1900.

ART. 15.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1913.

voor de helft van het pensioen van den Staat.

ART. 11.

Een koninklijk besluit bepaalt de voorwaarden en de regelen volgens welke de stortingen der patroons en der arbeiders, alsmede die der ambachtslieden en der geringe landbouwers moeten geschieden; het beveelt daarenboven de maatregelen noodig tot uitvoering van deze wet.

ART. 12.

De uitgaven, voort te spruiten uit deze wet, worden bestreden door het bijzonder fonds, voorzien bij artikel 11 der wet van 10 Mei 1900.

ART. 13.

Overtreding van deze wet en van de koninklijke besluiten, die daarvan de uitvoering regelen, wordt gestraft met de straffen bepaald in artikel 14 der wet van 5 Juni 1911 op de ouderdomspensioenen ten bate van de mijnwerkers.

ART. 14.

Alle personen die niet, uit kracht van deze wet, zijn verplicht tot storting, kunnen bij voortduur de voordelen der wet van 10 Mei 1900 genieten.

ART. 15.

Deze wet treedt in werking op 1 Januari 1913.

Emile DE LALIEUX.

Fernand DE WOUTERS.

A. HUYSHAUWER.

V^{te} Jean DE JONGHE d'ARDOYE.

Franç VAN CAUWELAERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 FEBRUARI 1912.

Wetsvoorstel houdende toekenning van nijverheids- en landbouwpensioenen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet van 10 Mei 1900 op het ouderdomspensioen heeft tot grondslag geldelijk ondersteunde vrijheid met het stelsel van kapitaliseering der fondsen, zoo van den Staat als van de aangeslotenen. Als overgangsmaatregel wordt krachtens die wet, onder zekere voorwaarden, 65 frank pensioen toegekend aan de werklieden van meer dan 63 jaar. Meer vrijgevend dan de andere Europeesche wetten, was zij eene goedgeslaagde nieuwigheid en billijkerwijs mocht worden gerekend op de medewerking van allen, zoo werkgevers als werknemers, om het vraagstuk van het pensioen voor oude werklieden voorgoed op te lossen.

Hebben de uitslagen beantwoord aan de verwachting van hare voorstanders?

Op deze vraag zullen de statistieken antwoorden.

De geldelijke lasten der wet van 10 Mei 1900.

In 1909 waren er 1,075,000 aangeslotenen bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, door bemiddeling van 5,526 maatschappijen van onderlingen bijstand; slechts 552,170 leden van deze maatschappijen hadden 3 frank of meer dan die som gestort. De mutualiteiten trokken uit dien hoofde 2 frank premie per lid, dus 1,164,340 frank.

De gezamenlijke sommen, door de aangeslotenen gestort, bedroegen 10,329,398 frank; de Staat verleende 4,818,883 frank premie. Daarenboven trokken nagenoeg 220,000 arbeiders en arbeidsters van meer dan 63 jaar een pensioen van 65 frank, dus nog 14,300,000 frank daarenboven.

De gansche uitgave voor den Staat — pensioen en premie — beliep dus in 1909 : $14,300,000 + 4,818,883 + 1,164,340 = 20,283,223$ frank.

Hoeveel personen kunnen zich aansluiten bij de Lijfrentekas, met het stelsel van verplichting?

In Duitschland zijn 15 miljoen arbeiders en arbeidsters, of 25 t. h. van de bevolking, verzekerd. In België is de bedrijvigheid in de nijverheid op zijn minst genomen even druk; ook blijven wij beneden de waarheid, zoo wij het getal arbeiders en arbeidsters in nijverheid en landbouw, ambachtslieden en geringe landbouwers, op 2,200,000 schatten. Dit cijfer wordt overigens bevestigd door dit der 220,000 gepensioneerden of 10 t. h.

Dient men aan deze 2,200,000 volwassenen niet toe te voegen ten minste 800,000 kinderen van meer dan 6 jaar, gemachtigd en aangemoedigd om zich aan te sluiten door middel van de mutualiteiten? Zoo geraken wij tot een gezamenlijk getal van 3 miljoen. Vergeliken met de 552,710 aangeslotenen, moeten wij aannemen dat er een afval is van 80 t. h. Daärenboven is het onbetwistbaar, dat onder de 550,000 aangeslotenen meer dan de helft den leeftijd van 18 jaar niet hebben bereikt. Daaruit volgt, dat nog slechts 15 t. h. der volwassenen, eigenlijk werklieden, de weldaad der wet van 1900 genieten.

Drievoudige bijdrage van de Staatsmachten, de werkgevers en de werknemers.

Gezien dezen toestand, is er eene meer ingrijpende hervorming noodig dan de amendementen, voorgesteld door de heeren Moyersoën en May.

De wetgevers van 1900 hadden het beginsel van de drievoudige tegemoetkoming, die van de Staatsmachten, de patroons en de werklieden aangenomen. Daarop steunt de heer Warocqué zijn ontwerp en de wet van 1911 op het pensioen der mijnwerkers bekrachtigt het voorgoed.

Het beginsel van de verplichting.

De vrijheid die zulke goede uitwerking had voor de maatschappijen van onderlingen bijstand, was minder gelukkig voor de lijfrente- en pensioenkassen zooals uit bovenstaande cijfers blijkt. Waarom zou men dan aarzelen de verplichting in te stellen voor het aansluiten bij de Lijfrentekas, verplichting reeds bestaande aan de zijde van de werkgevers, in de wet op de vergoeding van schade voortspuitende uit arbeidsongevallen en aan die van de nijveraars en de werklieden in de wet op het pensioen der mijnwerkers.

De laatste tegenkanting, zoo er nog bestaat, zal verdwijnen tegenover het zoo uitstekend menschlievend doel dat te bereiken en den maatschappelijken vooruitgang welke te verwezenlijken is.

Het beginsel der verdeling voor de deelneming der Staatsmachten.

Ons ontwerp verschilt hierdoor van de wet van 1900, dat het, voor de toelagen van den Staat, van de provinciën en de gemeenten, afziet van het stelsel der kapitaliseering om het te vervangen door dit der verdeling.

Geldelijke lasten voor den Staat, de provinciën en de gemeenten.

Wij hebben opgemerkt dat de lasten, door de wet van 1900 opgelegd, thans 20,283,225 frank bedragen. Hoe hoog zullen zij belooopen met het stelsel van dit ons ontwerp?

Volgens de cijfers der in 1909 gepensioneerden, die weinig veranderd zijn, zouden wij 110,000 werklieden hebben tegen 120 frank = 13,200,000 en 110,000 arbeidsters tegen 80 frank = 8,800,000, ofte samen 22,000,000 fr.

Tot deze sommen dragen de provinciën bij: $220,000 \times 5$ frank = 1,100,000.

19,800,000 frank komen derhalve ten laste van den Staat, tot betaling van de eigenlijke pensioenen,

Het is ook te voorzien, dat ten minste 2 millioen personen zich zullen aansluiten bij de Spaar- en Lijfrentekas, door bemiddeling van de mutualiteiten, wat zou veroorzaken eene uitgave van $2,000,000 \times$ fr. 0.80, of een millioen vergoeding wegens beheerkosten.

Daarenboven voorziet ons ontwerp de handhaving der wet van 10 Mei ten bate van de personen, niet verplicht tot storting. Het bedrag van deze premiën zal 2 millioen niet te boven gaan; trouwens, een groot getal mutualisten zullen bij de wet worden gerangschikt onder de verplicht aangeslotenen en bijgevolg niet langer hunne jaarlijksche premie trekken.

Volgens ons ontwerp, beloopt dus de gansche last voor den Staat 19,800,000 frank pensioen, 1,000,000 frank vergoeding aan de mutualiteiten en 2,000,000 frank premiën, te samen 22,800,000 frank.

De tegemoetkoming van provinciën en gemeenten is des te meer gebilijkt, daar zij van nu af aan min of meer mild bijdragen om aansluiting bij de pensioenkas te bevorderen. Zijn daarenboven de gemeenten, door het instellen van het ouderdomspensioen, niet ontheven van dure verplichtingen voor het onderhoud van ouderlingen? Deze last is overigens onbeduidend: er zijn nagenoeg 3 t. h. gepensioneerden, of dertig personen op duizend ingezetenen. Eene gemeente met duizend inwoners zal bijdragen voor $30 \times 5 = 150$ frank.

Handhaving der wet van 10 Mei 1900.

Zooals wij hierboven zegden, wordt de wet van 10 Mei 1900 gehandhaafd in hare bepalingen die niet strijden met ons ontwerp, ten minste wat betreft personen die niet zijn verplicht tot storting. 't Ware onrechtvaardig, diegenen te ontmoedigen, die zich tot hiertoe aansloten bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, en vooral de talrijke mutualistische jeugd. Kan deze maatregel vooralsnu de lasten der Staatsmachten verzwaren, toch valt er op aan te merken dat er met deze toelagen rekening wordt gehouden bij het ingenottreden van het pensioen en dat het aandeel van den Staat voortaan met zooveel wordt verminderd.

Stortingen gedaan onder het stelsel der wet van 10 Mei 1900.

Artikel 3 bepaalt dat de renten, verworven door de persoonlijke stortingen van den verzekerde onder het stelsel der wet van 10 Mei 1900, worden medegerekend voor het bepalen van de bijdrage der werklieden en dat dit eveneens het geval zal zijn met de premiën of toelagen, verleend door de Staatsmachten en, in een gegeven geval, door de patroons.

Hiermede bedoelen wij, dat de werklieden, die door persoonlijke stortingen, voordat daartoe eene verplichting bestond, bij voorbeeld tot heden 2½ frank rente hebben verworven, hunne deelneming nog slechts moeten aanvullen tot het bedrag eener rente van 9½ frank. Eveneens hoeft de Staat, zoo hij door zijne premiën en toelagen voor een werkmán eene rente van 20 frank heeft gevestigd, bij de uitkeering van het pensioen nog slechts een toeslag van 90 frank te storten. Hebben provinciën en gemeenten bijgedragen tot het vestigen van renten op een spaarboekje, dan wordt daar insgelijks rekening mede gehouden in dezelfde mate. Ook met de patroons zal dit het geval zijn.

De taak van de mutualiteiten voor lijfrente.

De mutualiteiten, welker uitmuntende inrichting zeer wordt gewaardeerd, zullen des te belangrijker worden naarmate dat zij dienst bewijzen aan een grooter getal aangeslotenen: hare taak zal, hopen wij, niet enkel hierin bestaan, dat zij dienen tot nauwgezette boekhoudsters tusschen werkgevers en werknemers eensdeels, de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas anderdeels; zij zullen hun nog beter doen begrijpen hoe gewichtig het voor hen is zich een onafhankelijken ouden dag te verzekeren, bevrijd voor ellende en, helaas! vaak, voor de ondankbaarheid der kinderen.

Dank zij dit optreden, hopen wij dat de werklieden hunne stortingen zullen uitstrekken verre buiten de grenzen van de verplichting, en wij twijfelen er niet aan of de patroons, hunnerzijds, de pogingen der werklieden zullen schragen door eene milde bijdrage, ten einde het cijfer van 360 frank, dat slechts een minimum is, te verhoogen. Aan de eigenlijke werklieden hebben wij toegevoegd de ambachtslieden en kleine landbouwers, wier toestand in hun ouden dag soms zeer onzeker is. Het was wenschelijk een middel te vinden om ze te verplichten tot stortingen. Voor mannelijke en vrouwelijke dienstboden is dit gemakkelijk, vermits de meester feitelijk werkgever is.

Rechtsmacht.

Evenals in de ongevallenwet, doet de vrederechter uitspraak over de gevallen van toepassing der wet en duidt hij de persoon aan die beantwoorden aan de vereischten om pensioen te genieten. Deze keus is gebilijkt door zijne bevoegdheid en onpartijdigheid. Wellicht ware het raadzaam

hem als verslaggever toe te voegen een ambtenaar van het Ministerie van Financiën, alsmede een afgevaardigde van de mutualiteiten, ten einde hem te vergemakkelijken het onderzoek van den toestand van hen die hunne aanvraag om pensioen indienen.

*
* *

Er zijn nog andere ontwerpen ingediend; zij schijnen van stonden aan een pensioen van 360 frank te willen verzekeren aan arbeiders en arbeidsters, meer dan 65 jaar oud, doch volgens het eene zou het pensioen slechts worden toegekend aan 140,000 arbeiders en arbeidsters en wordt de jaarlijksche bijdrage van werkgevers en werknemers, die voor beiden 30 frank bedraagt, telken jare verdeeld zonder kapitaliseering; in het andere zijn niet voorzien de geldmiddelen om eene jaarlijksche uitgave van 80,000,000 fr. te bestrijden.

*
* *

Ons ontwerp houdt in de ruimste mate rekening met wat « mogelijk en te verwezenlijken » is; ook kan al wie goeden wil betoont, instemmen met de formules, tot meerder welzijn van onze oude werklieden.

ÉMILE DE LALIEUX.



PROPOSITION DE LOI

**accordant des pensions industrielles
et agricoles.**

ARTICLE PREMIER.

Tous les ouvriers et ouvrières, âgés de moins de 65 ans au 1^{er} janvier 1913, seront assurés à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite sous la garantie de l'Etat.

ART. 2.

Il sera effectué annuellement sur chaque livret des versements qui ne peuvent être inférieurs à 12 francs ni à 2 p. c. des salaires :

1 p. c., à charge des patrons
et 1 p. c., à charge des ouvriers.

Si l'ouvrier est en défaut de faire les versements prescrits ci-dessus, l'exploitant est tenu de les effectuer au moyen de prélèvements sur le salaire.

Les versements des patrons sont faits à capital abandonné; ceux des ouvriers ou ouvrières au-dessus de 6 francs peuvent être faits à capital réservé.

Les versements cessent d'être obligatoires lorsque la rente a atteint :

Pour les ouvriers : 120 francs pour la participation patronale et 120 francs pour la participation ouvrière;

Pour les ouvrières : 80 francs pour la participation patronale et 80 francs pour la participation ouvrière.

WETSVOORSTEL

**houdende toekenning van nijverheids-
en landbouwpensioenen.**

EERSTE ARTIKEL.

Al de arbeiders en arbeidsters, die op 1 Januari 1913 den leeftijd van 65 jaar niet hebben bereikt, worden verzekerd bij de algemeene Spaar- en Lijfrentekas onder waarborg van den Staat.

ART. 2.

Op elk spaarboekje worden jaarlijks stortingen gedaan die niet beneden 12 frank en 2 t. h. van het loon mogen gaan :

1 t. h. ten laste van de patroons,
en 1 t. h. ten laste van de arbeiders.

Is de arbeider in gebreke de hierboven voorgeschreven stortingen te doen, dan is de ondernemer daartoe gehouden door middel van afhoudingen van het loon.

De stortingen der patroons worden gedaan met afstand van kapitaal; die der arbeiders of arbeidsters, wanneer ze 6 frank overschrijden, kunnen gedaan worden met voorbehoud van kapitaal.

De stortingen houden op verplichtend te zijn, wanneer de rente heeft bereikt :

Voor de arbeiders : 120 frank voor het patroonsaandeel en 120 frank voor het arbeidersaandeel;

Voor de arbeidsters : 80 frank voor het patroonsaandeel en 80 frank voor het arbeidstersaandeel.

ART. 3.

Les artisans, petits cultivateurs des deux sexes qui ne travaillent pas pour un seul patron et qui ne rentrent pas dans la catégorie des ouvriers proprement dits, pour pouvoir faire valoir leurs droits à la pension afférente à l'État, devront effectuer, à partir du 1^{er} janvier 1915, des versements qui ne pourront être inférieurs à 6 francs par an à capital abandonné; le surplus à leur choix à capital réservé. Ces versements qui seront inscrits à leur livret de la Caisse d'Épargne et de Retraite, cesseront d'être obligatoires quand la pension atteindra le chiffre de 240 francs à 65 ans.

ART. 4.

A partir du 1^{er} janvier 1915, l'État accordera aux ouvriers ayant atteint l'âge de 65 ans et qui justifieront des conditions requises une pension de 120 francs et aux ouvrières une pension de 80 francs. Les provinces interviendront dans cette allocation pour 5 francs et les communes pour 5 francs.

Les artisans, etc., prévus à l'article 3 sont assimilés aux ouvriers.

Les rentes acquises par les versements personnels de l'assuré, effectués sous le régime de la loi du 10 mai 1900, entreront en ligne de compte pour déterminer la part d'intervention obligatoire des ouvriers.

Il en sera de même pour les primes et subsides accordés par l'État, les provinces et les communes et éventuellement par les patrons.

ART. 3.

De ambachtslieden, de geringe landbouwers van beiderlei geslacht die niet voor één patroon werken en niet behooren tot de eigenlijk genoemde arbeiders, moeten, willen zij doen gelden hunne rechten op een door den Staat uit te keeren pensioen, te rekenen van 1 Januari 1913, stortingen doen die niet mogen blijven beneden 6 frank per jaar, met afstand van kapitaal; het meerdere geschiedt naar hunne keuze, met voorbehoud van kapitaal. Deze stortingen, ingeschreven in hun boekje der Spaar- en Lijfrentekas, houden op verplichtend te zijn wanneer het pensioen 240 frank bereikt op 65-jarigen leeftijd.

ART. 4.

Te rekenen van 1 Januari 1913, verleent de Staat aan de arbeiders, die den leeftijd van 65 jaar hebben bereikt en 't bewijs inbrengen dat ze voldoen aan de vereischte voorwaarden, een pensioen van 120 frank en aan de arbeidsters een pensioen van 80 frank. Tot deze toelage moeten de provinciën bijdragen vijf frank en de gemeenten ook vijf frank.

De ambachtslieden, enz., in artikel 3 bedoeld, worden gelijkgesteld met de arbeiders.

De renten, verworven door de persoonlijke stortingen van den verzekerde, gedaan ingevolge de wet van 10 Mei 1900, komen in aanmerking tot vaststelling van het aandeel in de bijdrage waartoe de arbeiders verplicht zijn.

Dat gebeurt ook met de premiën en toelagen verleend door den Staat, de provinciën en de gemeenten en, bij voorkomend geval, door de patroons.

ART. 5.

Les versements seront seront faits soit directement à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, soit par l'intermédiaire d'une mutualité reconnue, au choix de l'ouvrier.

ART. 6.

Le Gouvernement allouera à toute société mutualiste reconnue ayant pour objet l'affiliation de ses membres à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite une subvention annuelle de 50 centimes pour chaque livret sur lequel il aura été versé une somme de 6 francs dans le cours de l'année à la condition que la gestion et les écritures de la société aient été trouvées régulières.

ART. 7.

Dans le cas où la participation ouvrière n'atteindrait pas 120 francs, la pension sera réduite de 5 francs pour les hommes et de 2 francs pour les femmes pour chacune des années, à partir de 1915, pendant lesquelles les versements n'auront pas été effectués, à moins que l'impossibilité — dans l'année où elle s'est produite, — n'ait été justifiée à raison de maladie, d'accident ou de chômage involontaire.

ART. 8.

Seront exclus du bénéfice de l'article 4, tant que durera la cause d'exclusion :

1° Ceux mentionnés à l'article 2 de la loi du 10 mai 1900;

2° Ceux qui, à dater du 1^{er} janvier 1915, sauf les cas de dispense justifiée pour cause de maladie ou d'accident, n'auront pas fait un nombre de versements correspondant aux $\frac{2}{3}$ des années pendant les-

ART. 5.

De stortingen worden gedaan hetzij rechtstreeks in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, hetzij door bemiddeling van eene erkende mutualiteit, naar keuze van den arbeider.

ART. 6.

De Regeering schenkt aan elke erkende maatschappij van onderlingen bijstand, ten doel hebbende de aansluiting van hare leden bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, eene jaarlijksche toelage van vijftig centiemen voor elk boekje waarop, in den loop des jaars, eene som van 6 frank is gestort, op voorwaarde dat het beheer en de boeken der maatschappij in orde werden bevonden.

ART. 7.

Ingeval de arbeidersbijdrage 120 frank niet bereikt, wordt het pensioen verminderd met 5 frank voor de mannen en met 2 frank voor de vrouwen, voor elk der jaren, te rekenen van 1915, gedurende welke de stortingen niet werden gedaan, ten ware de onmogelijkheid daartoe — gedurende het jaar waarin ze zich voordeed — werd gerechtvaardigd door ziekte, ongeval of onvrijwillige werkloosheid.

ART. 8.

Genieten niet het voordeel van artikel 4, zoolang de oorzaak tot uitsluiting duurt :

1° Zij, die zijn vermeld in artikel 2 der wet van 10 Mei 1900;

2° Zij die, te rekenen van 1 Januari 1915, behalve de gevallen van vrijstelling, gerechtvaardigd door ziekte of ongeval, niet hebben gedaan een getal stortingen overeenkomend met $\frac{2}{3}$ van de jaren gedu-

quelles le versement était obligatoire;

3^o Ceux qui possèdent un revenu annuel de 800 francs, salaire compris; il ne sera pas tenu compte, dans ce calcul, de la propriété de l'habitation occupée par le bénéficiaire;

4^o Les ouvriers pensionnés de l'État, des provinces et des communes dont la pension est supérieure à 600 francs;

5^o Ceux qui s'en seront montrés indignes par une condamnation criminelle;

6^o Les étrangers, à moins qu'ils n'aient 10 ans de résidence en Belgique et n'appartiennent à une nation qui accorde des avantages analogues aux Belges.

ART. 9.

Dans l'année où ils auront atteint l'âge de 65 ans, les requérants devront s'adresser au juge de paix du canton, qui statuera en premier ressort sur leur demande.

Les tribunaux de première instance jugeront en appel.

ART. 10.

Les titulaires des livrets qui en ont la pleine propriété, ont la faculté de fixer l'entrée en jouissance de leur rente à partir de 60 ans si elle atteint à cet âge le minimum fixé par la présente loi.

En cas d'invalidité, il pourra être adressé une demande au juge de paix pour l'entrée en jouissance immédiate de la pension provenant des versements patronaux et ouvriers et, à partir de l'âge de 50 ans, de la moitié de la pension de l'État.

rende welke de storting verplichtend was;

3^o Zij, die een jaarlijksch inkomen van 800 frank bezitten, loon inbegrepen; in deze berekening wordt niet gelet op den eigendom van de woning, in gebruik bij den pensioentrekkende;

4^o De gepensionneerde arbeiders van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten, wier pensioen hooger dan 600 frank gaat;

5^o Zij, die zich dat voordeel onwaardig hebben getoond tengevolge van eene lijfstraffelijke veroordeeling;

6^o De vreemdelingen, ten ware ze sedert 10 jaren in België verblijven en behooren tot een land dat soortgelijke voordeelen aan de Belgen toekent.

ART. 9.

Binnen het jaar waarin ze den leeftijd van 65 jaar hebben bereikt, moeten de aanvragers zich wenden tot den vrederechter van het kanton; deze doet uitspraak, in eersten aanleg, over hunne aanvraag.

De rechtbanken van eersten aanleg doen uitspraak in hooger beroep.

ART. 10.

De houders van boekjes, die deze in vollen eigendom bezitten, hebben het recht te bepalen, dat zij in genot van hunne rente zullen treden te rekenen van hun 60 jarigen leeftijd, indien de rente, op dien leeftijd, het bij deze wet bepaalde minimum bereikt.

Ingeval van invaliditeit, kan een verzoek worden gericht tot den vrederechter voor het onmiddellijk in genot treden van het pensioen voortkomende van de stortingen der patroons en der arbeiders en, te rekenen van den leeftijd van 50 jaar,

ART. 11.

Un arrêté royal déterminera les conditions et les règles selon lesquelles se feront les versements des patrons et des ouvriers, ainsi que ceux des artisans et petits cultivateurs et il ordonnera les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

ART. 12.

Les dépenses à résulter de la présente loi seront imputées sur le fonds spécial prévu à l'article 11 de la loi du 10 mai 1900.

ART. 13.

Les infractions à la présente loi et aux arrêtés royaux qui en règlent l'exécution, seront punies des peines établies à l'article 14 de la loi du 5 juin 1911 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs.

ART. 14.

Toutes les personnes qui ne sont pas soumises à l'obligation du versement en vertu de la présente loi, pourront continuer à jouir des avantages de la loi du 10 mai 1900.

ART. 15.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1913.

voor de helft van het pensioen van den Staat.

ART. 11.

Een koninklijk besluit bepaalt de voorwaarden en de regelen volgens welke de stortingen der patroons en der arbeiders, alsmede die der ambachtslieden en der geringe landbouwers moeten geschieden; het beveelt daarenboven de maatregelen noodig tot uitvoering van deze wet.

ART. 12.

De uitgaven, voort te spruiten uit deze wet, worden bestreden door het bijzonder fonds, voorzien bij artikel 11 der wet van 10 Mei 1900.

ART. 13.

Overtreding van deze wet en van de koninklijke besluiten, die daarvan de uitvoering regelen, wordt gestraft met de straffen bepaald in artikel 14 der wet van 5 Juni 1911 op de ouderdomspensioenen ten bate van de mijnwerkers.

ART. 14.

Alle personen die niet, uit kracht van deze wet, zijn verplicht tot storting, kunnen bij voortduur de voordeelen der wet van 10 Mei 1900 genieten.

ART. 15.

Deze wet treedt in werking op 1 Januari 1913.

Emile DE LALIEUX.

Fernand DE WOUTERS.

A. HUYSHAUWER.

V^{te} Jean DE JONGHE d'ARDOYE.

Frans VAN CAUWELAERT.